



HAL
open science

L'Asie centrale face à l'invasion russe de l'Ukraine : les débordements d'un conflit régional

Olivier Ferrando

► **To cite this version:**

Olivier Ferrando. L'Asie centrale face à l'invasion russe de l'Ukraine : les débordements d'un conflit régional. Les Études du CERI, 2023, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, 266-267, pp.38-43. 10.25647/etudesduceri.266-267.06 . hal-04088045

HAL Id: hal-04088045

<https://hal.science/hal-04088045>

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

L'Asie centrale face à l'invasion russe de l'Ukraine : les débordements d'un conflit régional *par Olivier Ferrando*

En 2014, l'annexion de la Crimée et le soutien de la Russie aux séparatistes du Donbass ont entraîné l'adoption de sanctions internationales dont les effets ont été ressentis jusqu'en Asie centrale : dépréciation des monnaies locales, baisse des transferts de fonds des migrants, frein au projet d'intégration eurasiatique, etc. Pour autant le régime autoritaire russe s'est affirmé pour les élites locales comme un modèle politique et la Russie est restée un acteur influent en Asie centrale.

L'invasion russe de l'Ukraine le 24 février 2022 marque un tournant dans le conflit russo-ukrainien. Elle entraîne également un processus de débordement par lequel le conflit interétatique se diffuse et finit par affecter directement les pays de la région, notamment ceux d'Asie centrale. D'autant que dans l'intervalle, les élites au pouvoir ont changé. Depuis le décès d'Islam Karimov en 2016, l'Ouzbékistan a pris un virage libéral et réformateur sous la houlette de Chavkat Mirziyoyev. Au Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaïev a préféré orchestrer lui-même sa succession en confiant en 2019 le pouvoir au président du Sénat Kassym-Jomart Tokaïev. Menacé par une révolution de palais au début de l'année 2022, Tokaïev s'est désolidarisé de son ancien mentor et consolide son pouvoir¹. Au Kirghizstan, l'élection en 2017 de Sooronbaï Jeenbekov avait permis un transfert pacifique de pouvoir, une première depuis l'indépendance du pays après les révolutions de 2005 et 2010. Mais la pandémie et la crise économique consécutive ont provoqué en octobre 2020 un nouveau soulèvement populaire qui a porté l'opposant politique Sadyr Japarov au pouvoir, sur un programme nationaliste et populiste². Au Turkménistan et au Tadjikistan, les régimes en place font en revanche preuve d'une étonnante stabilité, sur fond de dérive dynastique : le turkmène Serdar Berdimouhamedov (40 ans) a succédé à son père Gourbangouly en mars 2022, lors d'une parodie d'élection présidentielle, et au Tadjikistan, Emomali Rahmon s'apprête à céder le pouvoir à son fils Roustam (34 ans).

Les effets socio-économiques de la guerre sur l'Asie centrale

Les sanctions de 2014 avaient déjà montré combien la dépendance à la Russie menaçait structurellement les économies centrasiatiques. En 2022, les pertes d'emplois dans les services et la restauration, largement occupés par les migrants centrasiatiques, devraient conduire à une chute des transferts de fonds de 33 % pour le Kirghizstan et de 22 % pour le Tadjikistan, des fonds essentiels à l'économie des deux pays puisqu'ils représentaient

¹ Diana Kudaibergenova, Marlène Laruelle, « Making sense of the January 2022 protests in Kazakhstan : Failing legitimacy, culture of protests, and elite readjustments », *Post-Soviet Affairs*, Vol. 38, n° 6, pp. 441-459.

² Charles J. Sullivan, « Kyrgyzstan's new kingpin », *Asian Affairs*, Vol. 53, n° 1, pp. 184-197.

en 2020 respectivement 31 % et 27 % de leur PIB³. Et les sanctions prises réciproquement par la Russie, notamment sur l'exportation d'hydrocarbures, pénalisent directement les partenaires commerciaux de l'Union européenne. C'est le cas du Kazakhstan qui exporte 80 % de son brut vers l'UE via l'oléoduc CPC jusqu'au terminal pétrolier russe de Novorossiïsk. Tout au long de l'année 2022, Moscou n'a cessé de perturber l'écoulement du pétrole kazakh vers l'UE, réactivant la recherche de routes alternatives, notamment le corridor maritime transcaspien, qui permettrait de réorienter un quart du volume du CPC vers Bakou.

Outre cet impact économique direct, les restrictions à l'importation de produits sensibles, imposées par les pays occidentaux à la Russie, font peser sur l'Asie centrale un risque de sanctions secondaires : pour limiter le contournement des sanctions par la Russie, les Etats-Unis ont dressé une liste de dix-huit pays de transit dits « à risque » parmi lesquels se trouvent le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. La société ouzbèke Promcomplektlogistic a été l'une des premières sanctionnées pour avoir exporté des composants électroniques à une société d'armement russe⁴.

Enfin, l'afflux de migrants venus de Russie constitue un phénomène nouveau pour une région dont le solde migratoire est resté négatif depuis les indépendances du fait de l'émigration de travailleurs peu qualifiés, mais également du départ en masse de la population russe⁵. Sur les neuf premiers mois de l'année 2022, les statistiques migratoires des pays d'Asie centrale indiquent un doublement par rapport à 2021 des entrées de personnes possédant un passeport russe : 184 000 au Kirghizstan, 225 000 au Tadjikistan, 400 000 en Ouzbékistan. Une première vague a vu affluer au printemps ceux que l'on qualifiait alors de *relokanty* (employés « réinstallés » à l'étranger) : dissidents politiques opposés à la guerre ou jeunes entrepreneurs disposant d'un capital social, ces Russes à fort pouvoir d'achat se sont installés dans la durée en délocalisant leurs activités professionnelles en Asie centrale. Une cinquantaine de multinationales ont ainsi déjà transféré leurs équipes de Russie au Kazakhstan en 2022, générant des recettes fiscales importantes pour le pays. Le gouvernement ouzbek a accueilli six mille informaticiens hautement qualifiés au sein de son nouvel IT-Park à Tachkent. Le Kirghizstan a quant à lui adopté un programme spécial Digital Nomad et un régime fiscal simplifié qui auraient attiré une cinquantaine d'entreprises russes du numérique, dont la filiale d'Apple⁶.

Le 21 septembre, l'annonce d'une mobilisation partielle en Russie a provoqué une nouvelle vague migratoire vers l'Asie centrale, mais cette fois-ci d'objecteurs (*otkazniki*) aux profils socio-économiques plus variés. Au cours des quinze premiers jours, le Kazakhstan a ainsi accueilli près de 200 000 citoyens russes, suscitant l'inquiétude des autorités, mais

³ Dilip Ratha, Eung Ju Kim, « Russia-Ukraine conflict : Implications for remittance flows to Ukraine and Central Asia », KNOMAD, *Policy Brief* 17, 4 mars 2022.

⁴ Catherine Putz, « Uzbek company falls afoul of Russia sanctions », *The Diplomat*, 30 juin 2022.

⁵ Entre 1989 et aujourd'hui, la proportion de Russes dans les capitales de la région est passée de 54 % à 12 % à Astana (Kazakhstan), de 34 % à 4 % à Tachkent (Ouzbékistan), de 56 % à 16 % à Bichkek (Kirghizstan) et de 32 % à moins de 2 % à Douchanbé (Tadjikistan).

⁶ Yan Matusевич, « Central Asia faces Russian migrant crisis », *Foreign Policy*, 4 octobre 2022.

aussi de la population. Sous pression foncière permanente, les villes d'Asie centrale ont vu leurs loyers augmenter de 50 % et des propriétaires n'ont pas hésité à déloger leurs locataires, souvent des étudiants de province, pour héberger ces Russes plus solvables.

Au risque d'irriter le Kremlin, les gouvernements centrasiatiques ont refusé de fermer leurs frontières ou de renvoyer vers la Russie ceux que le Kremlin qualifiait de « traîtres à la nation », le ministère ouzbek des Affaires étrangères justifiant même ce refus par l'attachement de son pays aux règles de droit⁷.

Le positionnement politique des pays d'Asie centrale et de leurs populations face à la guerre

L'attitude des dirigeants centrasiatiques vis-à-vis de la guerre en Ukraine a fait l'objet de diverses interprétations : tantôt perçue comme défiante à l'égard de Moscou, à l'instar du refus unanime de reconnaître l'indépendance des Républiques séparatistes ou les pseudo-référendums de rattachement, ou encore l'interdiction des symboles de soutien à la guerre (ruban de Saint-Georges ou signe Z), notamment lors des commémorations du 9 mai ; tantôt considérée comme conciliante avec l'agresseur, à l'image du refus unanime là aussi de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

Partageant avec la Russie la plus longue frontière terrestre au monde, le Kazakhstan abrite également la plus grande concentration de Russes et peuples de Russie (Tatars, Tchétchènes, Bachkirs) de toute la périphérie post-soviétique (25,5 % au recensement de 2009). Après l'Ukraine, le pays est une cible privilégiée des nationalistes russes qui dénoncent à l'envi le caractère artificiel de l'Etat et appellent à la reconquête de ces terres historiques russes. Si le Kazakhstan a soigneusement évité de critiquer l'action de la Russie, le gouvernement et le président Tokaïev lui-même n'ont cessé d'appeler au respect de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, le pays s'abstenant sur l'ensemble des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies relatives à la guerre (l'abstention signifiant en langage diplomatique un refus clair de soutenir la Russie). Les autorités ont même permis l'organisation de manifestations anti-guerre alors même que les mobilisations citoyennes étaient et restent à ce jour interdites sur l'ensemble du territoire.

Un sujet de préoccupation a pourtant entraîné une levée de boucliers de l'ensemble des gouvernements d'Asie centrale : le risque d'un enrôlement volontaire ou forcé des migrants dans la guerre en Ukraine. En effet, la veille du lancement de la mobilisation partielle, la Douma a adopté en urgence une loi simplifiant l'obtention de la citoyenneté russe pour tout étranger s'engageant sur un contrat minimal d'un an « dans les forces armées russes, les autres forces ou les formations militaires »⁸. Conscients de la menace pesant sur les quatre millions de migrants centrasiatiques, de loin la plus grande communauté de résidents étrangers en Russie, les gouvernements ont immédiatement mis leurs citoyens en garde contre la participation au conflit, considérée comme un acte de mercenariat passible d'une peine d'emprisonnement de

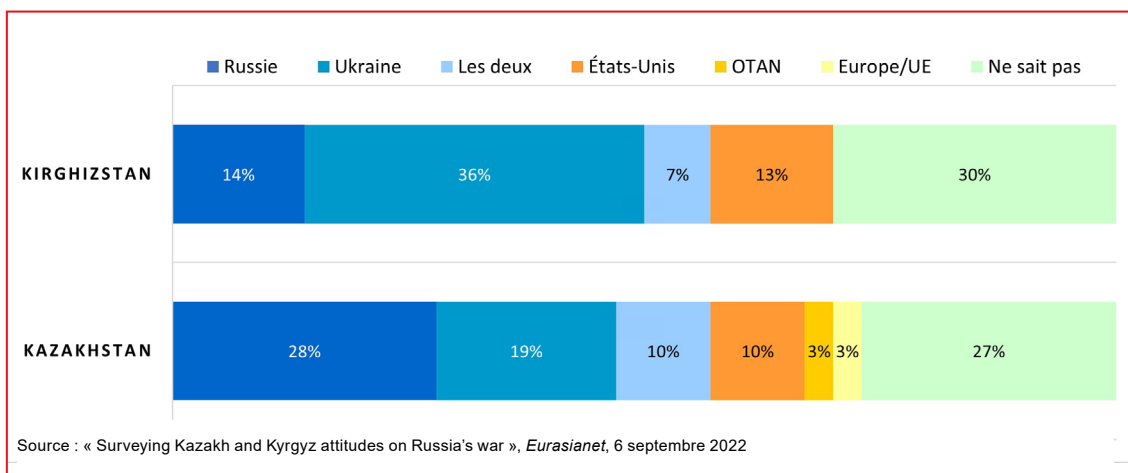
⁷ Communiqué officiel du 30 septembre 2022 sur le réseau Telegram (<http://t.me/uzbekmid/4627>).

⁸ <http://duma.gov.ru/news/55276/>

cing à vingt ans selon les pays. La menace est d'autant plus forte que les migrants sont soumis à toutes formes de harcèlement administratif leur intimant de s'engager s'ils ne veulent pas perdre leur emploi. Le centre de Sakharovo, où les travailleurs étrangers de la région de Moscou (qui concentre la moitié des migrants de Russie) affluent pour obtenir ou faire renouveler leur permis de travail, est devenu le principal lieu de recrutement forcé de l'armée, par l'utilisation de deux modes opératoires : soit l'introduction d'un contrat d'engagement volontaire glissé en toute illégalité dans la liasse de documents administratifs à signer, soit l'usage de la menace, de l'intimidation, voire de la violence. Depuis le mois de février, les cas de compatriotes morts à la guerre sont rapportés sporadiquement par les médias indépendants⁹.

Le plus étonnant est que, si l'on en croit une récente enquête d'opinion menée au Kazakhstan et au Kirghizstan par le Central Asia Barometer, les fortes réserves suscitées par l'invasion russe au sein des cercles dirigeants ne se retrouvent guère dans les populations. Seuls 14 % des répondants du Kirghizstan (28 % au Kazakhstan) considèrent que la Russie est responsable de la guerre, 7 % (10 % au Kazakhstan) que la responsabilité est partagée, et 49 % (29 % au Kazakhstan) renvoient la responsabilité de la guerre à l'Ukraine et/ou aux Etats-Unis. Cette perception de la guerre trouverait son origine dans la propagande russe, véhiculée par les chaînes publiques largement diffusées en Asie centrale ou les réseaux sociaux russophones.

Figure 3
Sondage réalisé au Kirghizstan et au Kazakhstan :
« Selon vous, qui est responsable de la situation en Ukraine? »

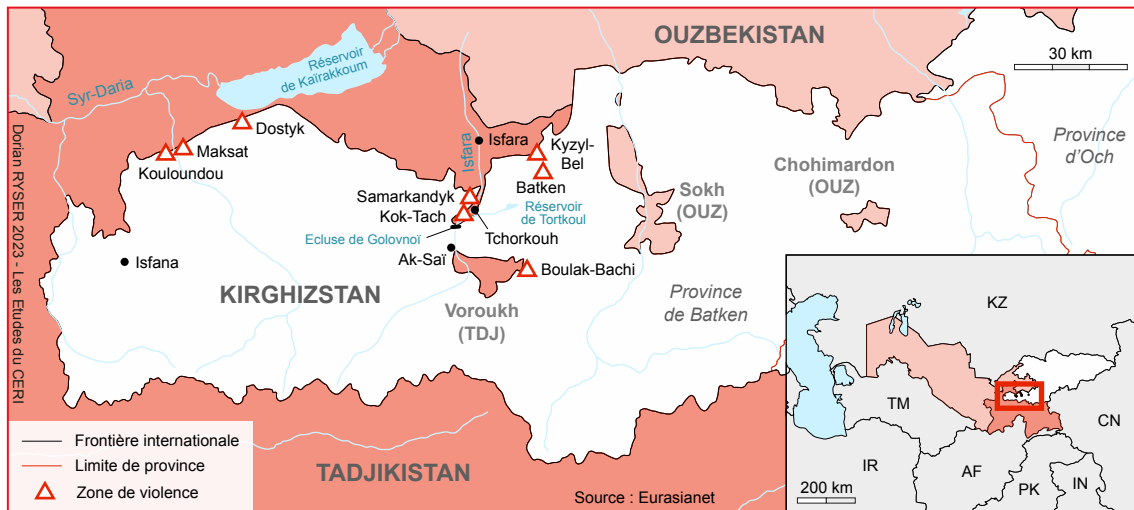


L'impact de la guerre sur l'architecture sécuritaire de l'Asie centrale

Jusqu'à une date récente, Moscou jouait un rôle central dans la stabilité de la région, notamment par le biais de l'Organisation du traité de sécurité collective qui regroupe la Russie, le Bélarus, l'Arménie, le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. Mais en 2022, des violences ont éclaté dans l'ensemble de la région : en janvier, le Kazakhstan a connu

⁹ « Central Asian natives participate in war in Ukraine », *CABAR*, 6 avril 2022.

Carte 4
Conflit frontalier entre le Tadjikistan et le Kirghizstan (14-20 septembre 2022)



des émeutes populaires (238 morts) ; en septembre, le conflit du Haut-Karabakh a débordé pour la première fois sur le territoire arménien (plus de 300 morts) et les armées tadjike et kirghize se sont affrontées violemment sur leur frontière (plus de 100 morts). Ces événements ont eu des répercussions inattendues.

L'Arménie et le Kirghizstan ont sollicité l'assistance de l'OTSC ainsi que celle directe de la Russie, en vain, Moscou enjoignant aux deux parties de résoudre leurs litiges par la voie politique. En revanche, l'OTSC ne s'est pas fait prier pour intervenir au Kazakhstan : ne parvenant pas à museler la contestation sociale, le président Tokaïev a demandé l'aide de l'alliance sécuritaire début janvier pour déloger « 20 000 terroristes étrangers » sans avoir apporté à ce jour la moindre preuve de leur existence. Une force multinationale sous domination russe a été déployée en quarante-huit heures pour sécuriser les infrastructures stratégiques de la ville d'Almaty et empêcher, en réalité, qu'un régime autoritaire ami ne chute sous la pression populaire. Dans ce contexte, beaucoup d'observateurs s'attendaient à ce que le Kazakhstan soutienne à son tour la Russie en Ukraine si elle en faisait la demande à l'OTSC. Mais coupant court à toute éventualité, le gouvernement kazakh a affirmé dès le 22 février que le Kazakhstan n'enverrait aucune troupe au Donbass, invoquant la charte de l'organisation qui s'applique aux frontières des Etats membres établies au moment de sa signature, à l'exclusion donc des territoires annexés ultérieurement.

Empêtré dans son « opération militaire spéciale », le Kremlin apparaît aujourd'hui dans l'incapacité politique et militaire de réguler les conflits de sa périphérie. Et le fonctionnement de l'OTSC reste tributaire du bon vouloir de la Russie, qui a perdu toute légitimité depuis qu'elle a violé en Ukraine le principe d'intangibilité des frontières, à la base même de la doctrine de sécurité collective. Le transfert d'une partie des effectifs de ses deux bases militaires d'Asie centrale vers le front ukrainien affaiblit en outre sa capacité d'action en Asie centrale.

Après avoir cédé à la Chine son leadership régional dans le domaine économique et même politique, au regard de l'importance croissante de l'Organisation de coopération de Shanghai, la Russie est aujourd'hui concurrencée dans le domaine de la coopération sécuritaire et

militaire par d'autres acteurs régionaux. La Chine dispose d'une base militaire au Tadjikistan et Xi Jinping a assuré le Kazakhstan de son soutien absolu en cas de menace à « son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale », une mise en garde à peine voilée adressée à la Russie. La Turquie avance également ses pions dans la région, via son industrie d'armement qui fournit des drones de combat Bayraktar au Kirghizstan et au Turkménistan, et en assemblera prochainement au Kazakhstan, mais aussi à travers l'intégration croissante de la région turcophone qui, depuis novembre 2021, dispose de sa propre institution régionale, l'Organisation des Etats turques qui regroupe, autour de la Turquie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Lors du dernier sommet de Samarkand les 10 et 11 novembre 2022, l'OET a clairement montré ses nouvelles ambitions géopolitiques¹⁰. L'Iran enfin n'est pas en reste puisque le pays intervient pour la première fois dans la coopération militaire avec une usine d'assemblage de drones Ababil au Tadjikistan, accusé à tort de fournir ces drones à la Russie pour détruire les infrastructures énergétiques ukrainiennes.

*

* *

Malgré cette tendance avérée du recul de la puissance russe en Asie centrale, le modèle politique illibéral du Kremlin reste un *soft power* influant dans la région : musellement des médias et de la société civile, absence de pluralisme politique, vernis électoral pour consolider des régimes autoritaires. Même le Kirghizstan, longtemps présenté comme un îlot de démocratie, semble céder le pas. Dans la foulée de la Russie, le gouvernement populiste en place a reproduit, parfois mot pour mot, les lois restrictives russes : loi sur les fausses informations votée le 28 juillet 2021, loi sur les médias, en cours d'adoption, qui élargira le contrôle à toute la sphère d'information et de communication, projet de loi sur les organisations non gouvernementales et non lucratives qui vise à renforcer le contrôle de l'origine des financements et à stigmatiser les potentiels « agents de l'étranger ».

¹⁰ Ömer Kocaman, « Organisation of Turkic States assumes geopolitical role while launching deeper integration process », *EU Today*, 14 novembre 2022.

Pour citer ce chapitre : Olivier Ferrando, « L'Asie centrale face à l'invasion de l'Ukraine : les débordements d'un conflit régional », in A. de Tinguay (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 266-267, février 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].